



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 04 – Du 21 au 27 janvier 2022

## En bref

**Afghanistan :** L'Iran autorise le transport de carburant pour les Afghans à travers son territoire. L'Inde fournira du blé à l'Afghanistan via le Pakistan. Une délégation de talibans s'est rendue trois jours à Oslo.

**Bangladesh :** Doublement de la quotité « climat et environnement » des budgets RSE des institutions financières. La Banque centrale révisé à la baisse les plafonds autorisés de prêts. Evolution des créances douteuses. Le Bangladesh veut emprunter 940 M USD pour financer l'achat de vaccins.

**Bhoutan :** Emission d'obligations souveraines du Royaume d'une valeur de 3 Mds BTN (40 M USD). Le gouvernement rouvre l'exploitation minière au secteur privé.

**Inde :** *Indicateurs macro-économiques :* Les recommandations de Mme Gopinath au gouvernement indien en matière de *policy mix*. Les flux d'IDE vers l'Inde chutent de 26% en 2021 selon la CNUCED.

*Finances publiques :* Raghuram Rajan appelle à prévenir une reprise économique en forme de K. Les ministères invités à limiter leurs dépenses à l'approche de la fin de l'exercice budgétaire. Le produit de l'introduction en bourse à venir de la LIC n'est pas pris en compte dans les estimations budgétaires révisées du gouvernement central pour l'exercice 2021/22. *Secteur financier :* Le projet de loi sur les crypto-monnaies risque de ne pas être présenté lors de la session budgétaire, faute de consensus.

*Politique commerciale :* L'objectif d'exportations de 650 Mds USD au cours de cet exercice est réalisable, selon le ministre du Commerce. *Autres informations :* Prêt de 500 M USD de la Banque asiatique d'investissement des infrastructures (AIIB) pour l'acquisition de vaccins.

**Népal :** Le déficit commercial népalais se creuse de 46,6% en g.a. au terme du premier semestre de l'exercice budgétaire en cours. Le Japon prête 10 Mds JPY (87,2 M USD) au Népal pour la croissance et la résilience économiques. L'Association des banquiers du Népal (NBA) déclare illégales les transactions en crypto-monnaies et en monnaies virtuelles.

**Pakistan :** Le FMI accorde un nouveau report au Pakistan pour donner le temps au Parlement de valider la loi modifiant le statut de la Banque centrale (SBP). Succès du placement d'une Sukuk d'1 Md USD. Le rebasage du PIB réévalue la croissance du PIB 2020/21 à 5,37 % contre 3,94 % précédemment. Le Gouvernement attend du « rebasage » du PIB qu'il lui permette d'emprunter davantage sur les marchés obligataires. La SBP préconise l'interdiction des crypto-monnaies et ses plateformes d'échange. Mise sous séquestre des 50 comptes bancaires de la *Pakistan International Airlines (PIA)*. Démission du Conseiller du Premier ministre en charge de la lutte contre la corruption.

**Sri Lanka :** Echec des négociations avec Oman sur une ligne de crédit pétrolière de 3,6 Mds USD. Exportations à un plus haut historique en novembre. Programme de soutien au revenu des producteurs de riz et recherche d'approvisionnements alternatifs. Accords pour faciliter les investissements touristiques.

## Afghanistan

### L'Iran autorise le transport de carburant pour les Afghans à travers son territoire

L'envoyé spécial de l'Iran pour l'Afghanistan, Hassan Kazemi Qomi, a déclaré que son pays avait délivré une licence autorisant le transport de carburant à travers son territoire vers l'Afghanistan pendant trois mois. Selon Qomi, la licence a été délivrée sur la base de la demande des responsables afghans. Pour rappel, selon le FMI, l'Iran a été en 2020 le premier fournisseur de l'Afghanistan avec 16,9% du total des importations et son septième client (10% du total des exportations).

L'Afghanistan présente les caractéristiques d'une économie très faiblement diversifiée et fortement tributaire d'importations incompressibles, notamment de carburants qui représentent près d'1 Md USD par an. Selon la Chambre de commerce et d'investissement (ACCI), l'Afghanistan importe la plupart de son carburant de Russie, d'Asie centrale et d'Iran.

### L'Inde fournira du blé à l'Afghanistan via le Pakistan

L'Inde s'est engagée à fournir 50 000 tonnes de blé et d'autres produits ressortissant à l'aide humanitaire à l'Afghanistan en passant par le Pakistan à partir de début février. Un porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères a déclaré que le transport de blé vers l'Afghanistan, dont l'économie s'effondre sous le joug des talibans, est facilité pour des raisons humanitaires, sur une "base exceptionnelle". Le ministère a déclaré qu'il attendait une réponse officielle de l'Inde sur la date de la première livraison.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies estime que plus de la moitié des 40 millions d'Afghans seront probablement confrontés à de graves pénuries alimentaires et que près de 10 millions sont déjà au bord de la famine.

### Une délégation de talibans s'est rendue trois jours à Oslo

Une délégation de talibans dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Amir Khan Muttaqi, a entamé trois jours de pourparlers à Oslo avec des responsables gouvernementaux occidentaux et des représentants de la société civile afghane. Pour leur première visite en Europe depuis leur retour au pouvoir en août, les talibans ont rencontré des responsables norvégiens ainsi que des représentants des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Union européenne.

La situation humanitaire en Afghanistan s'est considérablement détériorée depuis le mois d'août. L'aide internationale, qui finançait environ 80 % du budget afghan, s'est soudainement arrêtée et les États-Unis ont gelé 9,5 Mds USD de réserves de change appartenant à la banque centrale afghane. Le chômage est monté en flèche et les salaires des fonctionnaires n'ont pas été versés depuis des mois dans un pays déjà ravagé par plusieurs sécheresses graves.

## Bangladesh

### Doublement de la quotité « climat et environnement » des budgets RSE des institutions financières

Dans une circulaire parue début janvier 2022, la Banque centrale a doublé à 20% la part des allocations liées à l'environnement et au changement climatique des budgets de responsabilité sociétale (*Corporate Social Responsibility* CSR) des institutions financières (66 banques et 37 NBF1); la part de la santé passe de 20 à 30%, l'éducation restant à 30%. La première *Guideline* sur l'emploi des allocations CSR a été publiée en décembre 2014.

Au 21 janvier 2022, le nombre total d'usines textiles ayant obtenu le niveau « platinum » du label LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*) s'élève à 48 contre 24 en mai 2019, sur un total de 157 usines labellisées LEED toutes catégories confondues (contre 90 en

mai 2019), faisant du Bangladesh le pays ayant le plus grand nombre d'usines textiles vertes du monde.

Plus de 500 autres établissements ont déposé un dossier auprès de l'organisation américaine *United States Green Building Council (USGBC)* pour l'obtention du label, suivant une forte incitation de leurs clients étrangers.

### La Banque centrale révisé à la baisse les plafonds autorisés de prêts

La Banque centrale a ramené le 16 janvier dernier le plafond autorisé d'un prêt par une banque à une personne physique ou une entreprise de 35 à 25% de ses fonds propres réglementaires (*total regulatory capital*).

Le prêt ne peut excéder 15% des réserves en numéraire (*funded loans*) et 10% des engagements de prêts non financés (*Unfunded loan commitments*: garanties bancaires, lettres de crédit, etc.) de l'établissement, contre des ratios de 15% et 20% précédemment; en revanche, le plafond reste à 50% pour les projets de génération d'énergie, sous réserve d'un ratio de prêts non performants inférieur à 3% des encours (il tombe à 30% pour les établissements avec un ratio de PNP de 20% et plus).

### Evolution des créances douteuses

Fin septembre 2021, le ratio brut de prêts non performants (NPL) sur l'ensemble des encours s'élevait à 8,12% pour le secteur bancaire, contre 7,66% fin 2020 et 9,3% fin 2019. Il atteignait 20% pour les six banques commerciales publiques et 11,4% pour les trois banques publiques spécialisées contre 5,47% pour les banques privées locales et 4,12% pour les banques étrangères.

### Le Bangladesh veut emprunter 940 M USD pour financer l'achat de vaccins

Le gouvernement a sollicité courant janvier la Banque Asiatique de Développement (BAsD) pour un nouveau prêt de 940 M USD destiné à l'achat de vaccins (3<sup>ème</sup> dose), et au financement d'une fabrique de vaccins pilotée par l'entreprise publique *Essential Drug Company Ltd (EDCL)*, qui sera localisée dans le district de Gopalganj, pour

une enveloppe évaluée à 500 M USD. Le nouveau prêt prendrait la forme d'un appui budgétaire.

La BAsD a conclu en juin 2021 deux prêts de 470 M USD en prêt concessionnel (2% annuels) et 470 M USD aux conditions du marché (OCR) destinés à l'achat de vaccins anti-Covid19. Les doses seront achetées via la *Covid-19 Vaccine Global Access Facility (COVAX)*.

Au 24 janvier dernier, 93,4 M de premières doses ont été injectées en tout (58,8% de la population totale, soit 78% de la population cible), 58,3 M de deuxièmes doses (34,2% de la population totale, 49% de la population cible), et 1 M de troisièmes doses (0,6% de la population), soit 152,4 M de doses au total. L'objectif final est de vacciner de 70 à 80% de la population totale, soit entre 119 et 132M, ce qui représente entre 240 et 260 M de doses.

## Bhoutan

### Emission d'obligations souveraines du Royaume d'une valeur de 3 Mds BTN (40 M USD)

Le but de cette opération est de diversifier les sources de financement dans le cadre de la relance économique. La valeur faciale de cette obligation est de 3 Mds BTN (40 M USD) à maturité dix ans. La soumission des demandes de souscription a débuté le 21 janvier et se terminera le 31 janvier à midi.

C'est la troisième fois que le gouvernement propose ces obligations au public. La première émission a eu lieu en septembre 2020 avec des obligations d'une valeur de 3 Mds BTN à maturité trois ans et avec un coupon de 6,5% (sans précision du taux de rendement actuariel), suivie d'une seconde émission en février 2021 d'obligations d'une valeur de 700 M BTN à maturité 10 ans et taux annuel de 3,98%.

### Le gouvernement rouvre l'exploitation minière au secteur privé

Le ministère des Affaires économiques (MoEA) a adopté le règlement sur la gestion des mines et des minéraux de 2022 (MMMR 2022) pour ouvrir l'exploitation minière au secteur privé, moins de

deux ans après une première suspension en juin 2020, à la suite de quoi la *State Mining Corporation Limited* avait repris toutes les mines de gypse, de dolomie et de charbon exploitées par des entreprises privées.

Le gouvernement espère que cette nouvelle réglementation relancera la croissance économique qui s'est effondrée à un taux négatif de 10,1 % en 2020. Le secteur des mines et des carrières a connu une contraction de 81,8 % en 2020. Sa part est passée de 4,8 % en 2019 à 1,2 % du PIB en 2020, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage.

## Inde

### Indicateurs macro-économiques

Les recommandations de Mme Gopinath au gouvernement indien en matière de *policy mix*

Mme Gopinath, ex-chef économiste du FMI nommée récemment au poste de DGA, a expliqué dans le cadre d'une interview à *Bloomberg* les raisons sous-tendant la révision du PIB de l'Inde par le FMI de 9,5% (WEO d'octobre) à 9% (choc du variant omicron notamment, porté sur le T4 de 2021/22). Pour rappel, le MoF indien prévoit 9,2%, la RBI 9,5%. Pour l'exercice 2022/23, le FMI prévoit 7,1%, là où le MoF devrait également être plus optimiste dans ses prévisions, exercice budgétaire oblige.

Mme Gopinath insiste sur le caractère graduel de la reprise par rapport à la situation de pré-pandémie, avec une consommation des ménages et une FBCF des entreprises privées en-deçà de leur niveau de pré-pandémie. Elle souligne les risques liés à l'environnement international, à l'augmentation des cours du pétrole et à la répercussion des taux US sur le cycle économique indien.

S'agissant de la politique budgétaire : elle insiste sur la nécessité de faire du dispositif de garantie des emplois ruraux une priorité ainsi que la fourniture de produits alimentaires gratuits au-delà de mars. Les dépenses de santé/éducation doivent être accrues, compte tenu du fait que les

écoles ont été fermées pour cause de pandémie. Il convient de poursuivre le programme d'investissement en infrastructure (compte tenu de son effet positif sur l'investissement privé) et réaliser le programme de cession d'actifs (privatisations, chantier largement en déshérence depuis le précédent budget).

En outre, elle recommande de communiquer sur la trajectoire budgétaire à moyen terme et surtout sur la manière dont le solde budgétaire sera corrigé et ramené vers la cible de 3% (actuellement 6,8% pour l'Etat central).

S'agissant de la politique monétaire : la RBI devra demeurer vigilante face aux risques inflationnistes dans la mesure où l'indice des prix à la consommation s'inscrit dans la fourchette haute de la cible et où l'inflation sous-jacente est proche de 6%, dans un contexte d'écart de croissance négatif [quid de l'inflation lorsque la consommation des ménages rebondira?]. En outre, la rigidité de l'inflation et le fait qu'elle soit ancrée à des niveaux élevés risque d'entraîner une dérive des anticipations d'inflation. La RBI serait donc bien inspirée de communiquer sur l'orientation de sa politique monétaire et sur le sentier de l'évolution des taux d'intérêt, surtout à la lumière du *tapering*/hausse des taux US.

Les flux d'IDE vers l'Inde chutent de 26% en 2021 selon la CNUCED

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Inde ont diminué de 26 % en 2021 par rapport à l'année précédente, car les grandes opérations de fusions et acquisitions (F&A) enregistrées en 2020 ne se sont pas reproduites, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En 2020, les IDE en Inde se sont élevés à 64 Mds USD contre 51 Mds USD en 2019, soit une augmentation de 27%.

Les flux mondiaux d'IDE ont augmenté de 77 % pour atteindre un montant estimé à 1 600 Mds USD en 2021, contre 929 Mds USD en 2020, dépassant ainsi leur niveau d'avant le coronavirus. Le rapport a souligné que la durée prolongée de la crise sanitaire avec de nouvelles vagues successives de la pandémie continue d'être un risque majeur à la baisse. Parmi les

autres risques importants figurent les goulets d'étranglement au niveau de la main-d'œuvre et de la chaîne d'approvisionnement, les prix de l'énergie et les pressions inflationnistes.

D'après les données de la Banque centrale indienne, les IDE des non-résidents dans le pays se sont élevés à 35,8 Mds USD entre janvier et septembre 2021, à comparer à 44,4 Mds USD au cours de la même période un an plus tôt, soit une contraction de 19,4% en glissement annuel.

## Finances publiques

Raghuram Rajan appelle à prévenir une reprise économique en forme de K

L'ancien gouverneur de la *Reserve Bank of India* (RBI), Raghuram Rajan, a mis en garde le gouvernement contre la possibilité d'une reprise économique en forme de K (qui se traduirait par un renforcement du caractère dual de l'économie) et l'a exhorté à prendre des mesures adéquates pour empêcher une éventuelle baisse du potentiel de croissance à moyen terme de l'économie. L'ancien gouverneur de la RBI attend du prochain budget une vision à cinq ou dix ans pour l'Inde. Selon lui, l'annonce d'un objectif crédible pour la dette consolidée du pays au cours des cinq prochaines années, associée à la mise en place d'un conseil fiscal indépendant chargé de donner son avis sur la qualité du budget, constitueraient des mesures très utiles.

Les ministères invités à limiter leurs dépenses à l'approche de la fin de l'exercice budgétaire

Afin de maintenir le déficit budgétaire dans la limite prévue, le ministère des Finances a demandé aux ministères et aux départements de limiter leurs dépenses dans le cadre des estimations révisées (RE). Le gouvernement a fixé un objectif de déficit fiscal de 6,8 % du PIB pour 2021/22. Dans une note de service sollicitant des propositions pour le troisième et dernier lot de demandes de subventions supplémentaires, le ministère des Finances a demandé aux ministères et départements de soumettre leurs propositions avant le 10 février 2022.

Le produit de l'introduction en bourse à venir de la LIC n'est pas pris en compte dans les estimations budgétaires révisées du gouvernement central pour l'exercice 2021/22

Le produit de l'introduction en bourse (IPO) de la *Life Insurance Corporation* (LIC) n'a pas été pris en compte par le gouvernement central dans ses prévisions budgétaires révisées, car le processus de cotation pourrait déborder sur l'exercice suivant. Selon les responsables, des efforts sont déployés pour achever le processus au cours de l'exercice 2021/22, mais les délais semblent peu susceptibles d'être respectés, étant donné que l'exercice de valorisation est en cours et que l'opération nécessite une modification du cadre législatif. En outre, la perspective d'une recrudescence de la volatilité des marchés boursiers au cours des prochains mois, dans le sillage de l'anticipation par les marchés d'un resserrement de la politique monétaire plus prononcé que ce qu'ils avaient intégré dans les cours il y a quelques semaines, devrait probablement amener le gouvernement à modifier le calendrier de la privatisation.

## Secteur financier

Le projet de loi sur les crypto-monnaies risque de ne pas être présenté lors de la session budgétaire, faute de consensus

Il est peu probable que le gouvernement présente le très attendu projet de loi sur les crypto-monnaies lors de la prochaine session budgétaire du Parlement, car il souhaite tenir davantage de discussions et parvenir à un consensus sur le cadre réglementaire. Le gouvernement souhaite également attendre le lancement pilote de la monnaie numérique de la *Reserve Bank of India*, prévu dans quelques mois.

## Politique commerciale

L'objectif d'exportations de 650 Mds USD au cours de cet exercice est réalisable

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, a récemment déclaré que le pays était en passe d'atteindre son objectif d'exportations de 650 Mds USD pour les biens et

les services au cours de l'exercice budgétaire en cours. Le ministre a déclaré, alors qu'il présidait une réunion d'examen des principaux conseils de promotion des exportations (EPC), que l'objectif de 400 Mds USD d'exportations de marchandises était à portée de main, tout comme celui de 250 Mds USD pour les services.

D'après les données publiées par le ministère du Commerce, les exportations de marchandises se sont élevées à 291,8 Mds USD en 2020/21 et 206 Mds USD pour les services dans le même temps. Au terme des huit premiers mois de l'exercice en cours, les exportations de marchandises ont atteint 265,8 Mds USD. Au terme des sept premiers mois de l'exercice en cours, les exportations de services se sont élevées à 134,9 Mds USD.

### Autres informations

Prêt de 500 M USD de la Banque asiatique d'investissement des infrastructures pour l'acquisition de vaccins

Le projet soutiendra l'achat de vaccins contre le COVID-19. Le prêt proposé sera cofinancé avec la Banque asiatique de développement (BAsD) dans le cadre de sa composante de réponse rapide (RRC) du mécanisme d'accès aux vaccins pour l'Asie et le Pacifique (APVAX). Avec ce nouveau prêt, le soutien de l'AIIB s'élève à 2,3 Mds USD alloués à la réponse à la crise sanitaire.

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par le fort soutien de l'AIIB à la réponse d'urgence liée à la crise sanitaire. En 2020, elle concernait la moitié des projets financés pour un montant total de 6,3 Mds USD (63,4% des décaissements) tandis qu'en 2021 elle représentait 20% des projets et 22,8% des financements (2,2 Mds USD).

## Népal

Le déficit commercial népalais se creuse de 46,6% en g.a. au terme du premier semestre de l'exercice budgétaire en cours

Le déficit commercial du Népal a atteint 880,5 Mds NPR (7,3 Mds USD) au cours du S1 2021/22,

soit une augmentation de 46,6 % comparée à la même période de l'année dernière. Les registres du département des douanes montrent que l'aggravation du déficit commercial est due à la forte augmentation des importations au cours de la période considérée.

Entre la mi-juillet et la mi-janvier, le Népal a importé des marchandises pour une valeur de 1000 Mds NPR, soit 51,1 % de plus que l'année dernière. Avec un petit panier d'exportations, le pays enclavé n'a pas réussi à tirer un avantage notable de la croissance significative de ses exportations, qui ont enregistré une augmentation encourageante de 95,5 %, pour atteindre 118,9 Mds NPR.

Le Népal a exporté pour 96,6 Mds NPR de marchandises à l'Inde, soit 81,2 % du total des exportations du pays, et a importé 603,5 Mds NPR (60,4 % du total des importations) à son voisin et premier partenaire commercial.

Le Japon prête 10 Mds JPY (87,2 M USD) au Népal pour la croissance et la résilience économiques

Le gouvernement du Japon a décidé d'accorder au Népal une aide sous forme de prêt d'un montant maximal de 10 Mds JPY, à titre de prêt stratégique pour la croissance et la résilience économiques. Selon un communiqué publié par l'ambassade du Japon à Katmandou, Kikuta Yutaka, ambassadeur du Japon au Népal, et Madhu Kumar Marasini, secrétaire du ministère des Finances, ont signé cette semaine l'accord.

Selon le FMI, la JICA est le principal créancier bilatéral du Népal avec 296 M USD au terme de l'exercice 2019/20, soit 2,1% de la dette publique népalaise et 0,9% du PIB du pays.

L'Association des banquiers du Népal (NBA) déclare illégales les transactions en crypto-monnaies et en monnaies virtuelles

La NBA, l'organisation professionnelle coiffant les banques commerciales, a déclaré que les transactions liées aux crypto-monnaies ou à toute monnaie virtuelle étaient illégales dans le pays. Elle a prévenu qu'elle prendrait des mesures conformément aux lois en vigueur contre toute personne ou institution impliquée dans de telles activités.

Le 23 janvier, la *Nepal Rastra Bank* (NRB), la banque centrale du pays, avait également prévenu qu'elle prendrait des mesures contre les personnes impliquées dans des transactions en monnaies virtuelles et en réseau.

## Pakistan

[Le FMI accorde un nouveau report au Pakistan pour donner le temps au Parlement de valider la loi modifiant le statut de la Banque centrale \(SBP\)](#)

La modification de la loi modifiant le statut de la Banque centrale a été discutée pendant plusieurs jours à la Chambre-Haute sans en recevoir ni validation, ni proposition de texte alternatif. La presse économique relate que des hauts fonctionnaires du ministère des Lois ont informé le FMI que le passage de la loi nécessitait un amendement constitutionnel avant que le Sénat ne donne son approbation. Certains experts estiment que la loi ne disposera pas du quorum au Parlement pour amender la constitution, d'où des rumeurs d'élections anticipées.

[Le ministre des Finances annonce le succès du placement d'une Sukuk d'1 Md USD](#)

La Sukuk (obligation islamique) a bénéficié d'un taux d'intérêt de 7,95 % (le taux est supérieur de près de 0,5 % à celui de l'euro-obligation à 10 ans que le gouvernement avait lancée en avril 2021). Les analystes estiment (i) que compte tenu de l'augmentation du taux directeur de la FED, (ii) le taux d'emprunt obtenu peut être considéré comme relativement bas (il aurait été entre 8,5 et 9% si la Sukuk n'avait pas été adossée sur l'autoroute Lahore-Islamabad).

[Le rebasage du PIB réévalue la croissance du PIB 2020/21 à 5,37 % contre 3,94 % précédemment](#)

L'année de référence du nouveau PIB se situe en 2015/16 (au lieu de 2005/06 précédemment). Les calculs du PBS (bureau des statistiques pakistanais), revoient à 305 Mds USD (contre 298 Mds USD selon l'ancienne méthodologie) le PIB de 2015/16 (qui devient la nouvelle année de référence), ce qui représente une hausse du PIB de 11,3 %. Le PIB 2020/21 s'établit à 346,8 Mds

USD (contre 296 Mds avant le changement méthodologique). Le PIB par habitant est passé à 1 666 USD en 2020/21 (environ +8% par rapport aux anciennes données).

[Le Gouvernement attend du « rebasage » du PIB qu'il lui permette d'emprunter plus sur les marchés obligataires](#)

La révision du PIB fait baisser le ratio impôts/PIB à 8,5 % du PIB contre 9,6 % du PIB avec l'ancienne méthodologie. La dette publique/PIB passe de 83,5 à 71,8 % pour l'exercice 2020/21. Les éléments de langage gouvernementaux portés par les ministres économiques après l'annonce du rebasage exprimaient l'attente qu'il contribue à une amélioration de l'appréciation du risque-pays par les agences de notation et libère ainsi une marge de manœuvre en matière d'emprunts comme de nouvelles garanties souveraines.

[La SBP préconise l'interdiction des crypto-monnaies et ses plateformes d'échange](#)

L'Agence fédérale d'investigation (FIA) du Pakistan a mis au jour une arnaque aux investissements en crypto-monnaies qui aurait coûté, en estimation basse, 100 M USD à des ressortissants pakistanais (alors que l'utilisation des crypto est interdite dans le pays depuis avril 2018 aux termes d'une circulaire de la SBP). Les investisseurs étaient invités le 10 décembre à s'inscrire sur *Binance*, la première plateforme de crypto-monnaies au monde, et à transférer l'argent du portefeuille *Binance* vers les comptes liés aux applications. Le 20 décembre, les autorités ont été contactées par de nombreux utilisateurs qui se sont plaints qu'une douzaine de ces comptes avaient soudainement cessé de fonctionner.

La SBP rappelle que, dans la perspective des règles financières qu'elle doit respecter dans le cadre de la prochaine réunion du GAFI, elle souhaite la fermeture de la plateforme *Binance* (déjà appelée de ses vœux en octobre 2021) et l'interdiction des crypto-actifs au Pakistan, assortie d'amendes suffisamment élevées.

Un rapport récent, effectué par la Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Pakistan, estimait que les Pakistanais avaient

investi 20 Mds USD en 2021 dans des crypto-actifs.

*Le Federal Board of Revenue a mis sous séquestre les 50 comptes bancaires de la Pakistan International Airlines (PIA)*

Le FBR (organisme en charge de la collecte des impôts) n'a récupéré que 4,5 des 20 M USD que la PIA devait au fisc, il a indiqué que les comptes resteront gelés jusqu'à ce que les 20 M USD dus soient récupérés. La dette de la PIA à l'Autorité pakistanaise de l'aviation civile (CAA) ne fait pas partie de la somme exigible par le FBR. La CAA par exemple a mis en place il y a quelques mois un système de perception directe des redevances d'embarquement, de sécurité et d'aéroport pour les vols internationaux et intérieurs afin d'épurer la dette de la PIA à son égard.

*La dégradation de 16 places dans l'indice de perception de la corruption (IPC), à l'origine de la démission du Conseiller du Premier ministre en charge de la lutte contre la corruption?*

Le classement du Pakistan a progressivement glissé. En 2019, il s'inscrivait à 120 sur 180 pays, avant de reculer à 124 l'année suivante et en 2021 il s'est encore aggravé à 140 (sur 180 pays). En 2018, sous le gouvernement PML-N, le Pakistan était en 117<sup>ème</sup> position sur 180 pays. Le scandale des *Pandora papers* dont la liste contient les noms de plus de 700 Pakistanais qui possèdent ou ont détenu secrètement des comptes offshore, qui a éclaté en novembre dernier, explique le "dévissage" de cette année.

La publication du rapport de perception de la corruption semble avoir entraîné la démission de M. Shahzad Akbar, conseiller du Premier ministre chargé de l'intérieur et des poursuites anti-corruption. Pour les observateurs, il aurait été démis de ses fonctions parce qu'il n'avait pas réussi à faire aboutir des dossiers de corruption. Il aurait même aidé le « magnat de l'immobilier de Bahria Town » Malik Riaz Hussain à échapper aux poursuites anti-corruption et à avoir gagné de l'argent dans une affaire de corruption (affaire *Broadsheet*).

## Sri Lanka

*Echec des négociations avec Oman sur une ligne de crédit pétrolière de 3,6 Mds USD*

Sri Lanka était en négociation depuis plusieurs mois avec Oman pour l'obtention d'une ligne de crédit devant permettre de couvrir l'essentiel de ses importations de pétrole, dont la facture a augmenté avec la hausse des prix du baril, en 2022.

Un tel projet aurait permis de relâcher la pression sur les réserves officielles, alors même que la pénurie de dollars provoque des difficultés d'approvisionnement en pétrole, déjà responsables de coupures d'électricité dans le pays. La ligne de crédit prévoyait une période 12 versements mensuels de 300 M USD et une période de grâce de 5 ans suivie d'un remboursement échelonné sur 15 ans.

Le porte-parole du conseil des ministres a annoncé le 25 janvier que les conditions associées à l'obtention de ce prêt ne satisfaisaient pas les autorités sri lankaises et que le projet était maintenant inactif. Auparavant, le gouvernement avait aussi refusé d'accorder à la partie omanaise un bloc d'exploration pétrolière dans le bassin de Mannar en échange du paiement des intérêts associés à ce prêt.

*Exportations à un plus haut historique en novembre*

D'après la revue de performance extérieure publiée le 25 janvier par la Banque centrale (CBSL), les exportations ont atteint 1,2 Md USD en novembre 2021, en hausse de 54,6% en g.a. Entre janvier et novembre, elles augmentent de 24,9% en g.a. à 11,3 Mds USD. Les articles textiles (4,9 Mds USD, +23,4%), le thé (1,2 Md USD, +7,6%) et les produits à base de caoutchouc (960 MUSD, +35,0%) sont les premiers postes à l'export.

Sur le mois de novembre, les importations atteignent 1,8 Md USD (+27,5% en g.a.). Elles croissent de 26,6% en g.a. à 18,4 Mds USD sur les 11 premiers mois, tirées principalement par la hausse des importations de carburant (+993 MUSD, +43%), articles textiles (+669 MUSD, +31,8%) et machines et équipements (+537

MUSD, +27,3%), qui sont aussi les trois premiers postes à l'import.

L'effet-prix est dominant dans la hausse des importations en novembre, l'effet volume pour celle des exportations : les termes de l'échange se sont ainsi dégradés de 8,1% sur ce mois en g.a. Le déficit commercial se réduit à 553 M USD en novembre (contre 600 M USD en 2020), mais croît sur les 11 premiers mois à 7,1 Mds USD (contre 5,4 Mds USD en g.a.). Il rejoint ainsi des niveaux proches de ceux avant-crise.

#### Programme de soutien au revenu des producteurs de riz et recherche d'approvisionnements alternatifs

Constatant une chute des rendements de 10 à 30% selon les régions, qui pourrait atteindre 50% à l'avenir, du fait de l'interdiction d'utilisation des fertilisants chimiques entre mai et novembre 2021, le conseil des ministres a approuvé la mise en place d'un programme de soutien aux producteurs de riz.

Appartenant à un paquet économique de 229 Mds LKR (1,1 Md USD) annoncé début janvier, le programme se compose de deux mesures : une enveloppe de 40 Mds LKR (260 MUSD) de compensation de la perte de revenus (25 LKR par kilo de riz perdu) pour 1,5 M d'agriculteurs, et l'achat d'une partie des récoltes par le *Paddy Marketing Board* au prix garanti de 75 LKR le kilo. Ces deux mesures ont néanmoins été jugées insuffisantes par la *All Ceylon Farmers' Federation* pour compenser les pertes de

revenus ou couvrir les coûts de production accrus.

En parallèle, le gouvernement cherche plusieurs moyens de garantir un approvisionnement suffisant en riz en 2022 : un accord d'importation de 300 000 t en provenance d'Inde a été approuvé en conseil des ministres et un mémorandum d'entente pour 100 000 t signé avec le Myanmar. Une donation chinoise de 1 Mt a été annoncée par le ministère du Commerce, mais aurait été démentie par certaines sources diplomatiques.

#### Accords pour faciliter les investissements touristiques

La *Sri Lanka Tourism Development Authority* (SLTDA) a annoncé au terme de deux ans et demi de négociation la signature de 8 mémorandums d'entente avec autant d'agences d'Etat (spécialisées dans la protection environnementale, la construction et les sites archéologiques, ou encore l'irrigation) dans un effort collectif pour faciliter, via un formulaire unique, le processus d'approbation des investissements touristiques, alors que la complexité administrative constitue une barrière souvent citée par les investisseurs.

Ces accords font suite à trois autres avec le Bureau des investissements, le Service de conservation des côtes, et l'Agence pour le développement urbain. La SLTDA entend encore associer quatre autres agences ministérielles. Au total, ce formulaire unifierait ainsi les procédures pour 15 agences.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Caa2	Stable	CCC	Négative	CCC	-	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)